

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2011-DLP/BUPE- 365 du 14 OCT. 2011

mettant la société TOTAL Petrochemicals France en demeure de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-279 du 1^{er} juin 1995, autorisant la poursuite de l'exploitation du stockage de gaz inflammables liquéfiés sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-279 du 1^{er} juin 1995 autorisant la société ELF-ATOCHEM à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD, de son stockage de gaz inflammables liquéfiés, et notamment son article 4.2.4 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-434 du 27 septembre 2004 relatif au changement d'exploitant ;
- VU** le courrier TPF/CLG/QHSEI/MLG/L142/2011 du 10 juin 2011 par lequel la société TOTAL Petrochemicals France informe M. le Préfet de Moselle des mesures compensatoires mises en œuvre sur certaines des sphères de stockage de gaz inflammable liquéfié afin de pallier à une dégradation de leur revêtement ignifuge ;

Considérant que les articles 4.2.4 et 6.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1995 susvisé prescrivent notamment pour les sphères de stockage de gaz inflammable liquéfié R3102 et R1102, d'une part :

« Compte tenu du choix de l'exploitant de la mise en place sur certains réservoirs d'une ignifugation, l'exploitant devra disposer sur l'ensemble de ses réservoirs fixes aériens de gaz inflammables liquéfiés sous pression d'un débit de :

- 10 L/m²/mn pour les réservoirs sous pression non ignifugés*
- au minimum 3 L/m²/mn pour les réservoirs sous pression ignifugés*

Ce débit devra être obtenu sur toute la surface des réservoirs.

Le bon fonctionnement des couronnes d'arrosage sera testé régulièrement.

L'ignifugation présentera une tenue au feu 4 heures au moins suivant critères GASAFE. »

et d'autre part :

« Le refroidissement des réservoirs est asservi au moins à une détection de feu. »

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 7 décembre 2009 une dégradation apparente de l'état de l'ignifuge des sphères de stockage de gaz inflammable liquéfiées R1102 et R3102 exploitée par TOTAL Petrochemicals France ;

Considérant que cette dégradation est telle que l'ignifuge ne peut plus être considéré comme efficace et ne répond donc plus aux prescriptions réglementaires ;

Considérant par ailleurs le report de plus de 15 mois de la fin des travaux de réfection de l'ignifuge des sphères initialement programmés pour fin octobre 2010 ;

Considérant que les mesures compensatoires mises en œuvre par TOTAL Petrochemicals France pour pallier à l'inefficacité de l'ignifuge des sphères dans l'attente de la réalisation des travaux de réfection ne répondent pas aux dispositions réglementaires précitées ;

Considérant alors que TOTAL Petrochemicals France ne respecte pas les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juin 1995 susvisé pour ses sphères de stockage de gaz inflammable liquéfié R3102 et R1102 ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ de la mise en demeure

La société TOTAL Petrochemicals France à Saint-Avoid est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais précisés :

Référence réglementaire	Disposition à respecter	Délai
Article 4.2.4 et 6.3 de l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-279 du 1 ^{er} juin 1995	<u>Pour les sphères R1102 et R3102 :</u> « Compte tenu du choix de l'exploitant de la mise en place sur certains réservoirs d'une ignifugation, l'exploitant devra disposer sur l'ensemble de ses réservoirs fixes aériens de gaz inflammables liquéfiés sous pression d'un débit de : - 10 L/m ² /mn pour les réservoirs sous pression non ignifugés - au minimum 3 L/m ² /mn pour les réservoirs sous pression ignifugés Ce débit devra être obtenu sur toute la surface des réservoirs. L'ignifugation présentera une tenue au feu 4 heures au moins suivant critères GASAFE. » « Le refroidissement des réservoirs est asservi au moins à une détection de feu. »	7 mois

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de FORBACH,
Le Maire de SAINT-AVOLD,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Metz, le 14 OCT. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Olivier du CRAY

POUR COPIES CONFORMES
Pour la Préfet
R. LANGENFELD



